

Vers un nouvel ordre politique

Robert BERNIER, S. J.

UNE ÉPOQUE relativement récente, qui semble presque aussi reculée que le moyen âge, un groupe humain au fond de l'Asie pouvait être privé de son droit à vivre une vie pleinement humaine, sans que le Parisien, le New-Yorkais ou le Montréalais pût découvrir en quoi le développement de sa propre vie s'en trouvait atteint. Mais il en va bien autrement aujourd'hui. Apparemment loin de notre continent américain, se passent des événements dont il serait difficile de majorer la portée. Un « terrénisme » matérialiste est inculqué aux populations slaves et orientales par une propagande savamment orchestrée. Des techniques de subjugation de l'homme injectent la haine de l'étranger en même temps que l'ambition de dominer le monde. Une minorité, par une surveillance anonyme et omniprésente, à l'aide de techniques punitives capables d'atteindre l'homme dans sa spiritualité même, réussit à manœuvrer la majorité comme un troupeau. Des phénomènes sociaux de cette envergure et de cette profondeur débordent les cadres d'un hémisphère. Ce n'est pas « la moitié de l'humanité » dont le destin est concerné, c'est l'humanité, chez nous. Non seulement une arme potentielle est forgée qui demain pourra s'abattre sur l'humanité libre, mais ce qui est d'ores et déjà mis en cause, c'est la conception de la droite vie humaine ici-bas, que l'homme a pris des millénaires à découvrir et à instaurer. Dans la mesure où un pareil état de fait est accepté, fût-ce uniquement à titre de conséquence de forces majeures incontrôlables, il se trouve que, dès maintenant, ceux qui m'entourent et moi-même, si nous ne réagissons, nous sommes insensiblement portés à trouver les droits de l'homme moins sacrés, moins inviolables, moins nécessaires. D'autant plus qu'une interdépendance universelle nous oblige à maintenir et à développer des échanges commerciaux, des rapports financiers, des relations interétatiques avec tous les secteurs de la planète. Tant il est vrai que c'est toute la terre qui a été donnée à l'humanité entière, pour que l'humanité transforme la terre et que la terre soutienne la vie de l'humanité. D'autre part, la radio, la presse, le livre ont supprimé les distances et l'isolement. C'est devenu un truisme de dire que nous savons aujourd'hui plus de choses et plus vite sur la Chine que deux villages voisins en savaient, il y a cent ans, l'un sur l'autre. Or, ces relations convergentes entraînent des contacts, des solidarités, des sympathies d'homme à homme, qui tendent à minimiser l'importance de la violation massive de droits humains et l'urgence de la corriger. On s'habitue vite au scandale dans un monde ainsi élargi

Le P. Robert Bernier, ancien secrétaire de la rédaction de Relations et actuellement professeur d'apologétique au Collège Sainte-Marie, publiera ces jours-ci, aux Éditions Bellarmin (25, rue Jarry, ouest) un ouvrage de philosophie politique intitulé : *L'Autorité politique internationale et la Souveraineté des États. Nous sommes heureux d'en présenter cet extrait à nos lecteurs.*

et où chacun ne se préoccupe néanmoins que de son intérêt immédiat, dans un monde où personne n'a la charge de l'intérêt de l'homme comme tel. On s'incline fort vite aujourd'hui devant « le fait accompli ». Et bien peu de gens semblent remarquer que *la vie humaine elle-même* est mise en péril par ces acceptations, qui habituent l'homme à tourner du mieux possible à son avantage les injustices qu'il ne peut empêcher.

Ainsi, pendant qu'au nom de la civilisation tel honnête et sincère citoyen lutte pour redresser, à l'intérieur de l'État démocratique, les torts séculaires causés aux classes laborieuses, il laisse se consommer, au delà de ses frontières, des injustices d'une tout autre envergure et une utilisation de l'homme par l'homme entraînant des répercussions autrement menaçantes pour l'avenir de la civilisation. Bien plus, pendant qu'il lutte ainsi chez lui pour le droit, son propre État ou ses conationaux exploitent souvent à l'étranger la violation du droit ou, du moins, ne favorisent guère, dans leurs colonies politiques ou économiques, l'épanouissement de l'homme.

Ce n'est pas le bien commun que peut promouvoir un tel fouillis de relations humaines. Sans doute ce fouillis lui-même témoigne-t-il de l'interdépendance de l'humanité. Mais, hélas! cette interdépendance, l'ordre politique aujourd'hui ne la protège même pas de façon négative, pas même à titre de « gendarme », pendant qu'un grand nombre cherchent à utiliser l'universelle solidarité à leur profit ou à celui de leur groupe.

Rien ne prouve davantage la solidarité mondiale que les dangers et les pertes résultant du mauvais usage que nous en faisons.

Dangers pour la paix. Si la division du monde en deux mondes paraît aujourd'hui si tragique, c'est que ces deux moitiés de l'humanité ne peuvent s'ignorer, ne pourront même avant longtemps que s'éteindre dans le sang, à moins que le sens de la solidarité ne parvienne à primer l'exploitation de la solidarité. L'acuité même avec laquelle nous percevons cette dualité prouve notre besoin d'unité.

Pertes incommensurables. La civilisation humaine se nourrit d'apports diversifiés. Elle est œuvre vivante, qui se renouvelle sans cesse. La richesse des valeurs humaines tient en partie à leur multiplicité. Le chrétien sait, par exemple, quel enrichissement spirituel peut lui apporter la stimulante variété des manières de vivre la vie chrétienne et de penser l'unité du dogme. Ce que l'Occidental est en train de découvrir, c'est combien il a exagéré la valeur de sa conquête de la nature, parce

qu'il a trop longtemps différé d'intégrer à sa culture cette valeur propre à l'Orient: le respect de la nature. Que de virtualités humaines inutilisées jusqu'à ce jour par absence d'un ordre protégeant tout effort créateur, favorisant toute création humaine et son intégration par l'humanité!

Cette unification de l'humanité est sans terme. Elle naît de l'esprit qui, instituant la pensée dans le milieu social qu'il crée sans cesse, unifie les hommes par la civilisation.

Mais, face à la civilisation, qu'en est-il de l'ordre politique, ordonnateur suprême? Le particularisme de fait de l'État a-t-il décliné sans cesse pour en réaliser l'universalisme de droit? L'ordre politique présent est-il apte à ordonner la civilisation mondiale? A équilibrer l'économique? contrôler le capitalisme? modérer la propagande? assurer les libertés essentielles: le simple droit de circuler sur la terre des hommes? Est-il apte à procurer le premier des biens humains, la paix?

N'est-ce pas le drame de notre époque que ce retard de l'ordre politique? Et n'est-il pas plus tragique encore que l'esprit de l'homme ne soit même pas prêt à voir le problème?

Lorsqu'il institua la cité, l'homme venait de prendre conscience d'une exigence foncière de sa nature: le mieux-être humain est impossible sans un ordre politique. Mais l'homme du XX^e siècle, quand il conçoit la

cité mondiale, semble avoir oublié qu'elle doit être, elle aussi et cette fois à la dimension du monde, une détermination ultime de la vie sociale. Il voile cette exigence sous un revêtement de protocoles et de tractations. Que chacun poursuive son intérêt du mieux qu'il le pourra, et le bien commun universel en résultera, a-t-on la naïveté de croire. La loi de la jungle régit la cité mondiale.

Le civisme ne peut se développer qu'à l'intérieur d'institutions. Pas de civisme antérieur à la cité. On admet sans peine la nécessité d'un pouvoir coercitif dans l'État pour soutenir la vertu civique. On sait fort bien qu'on ne peut tabler sur les bonnes intentions seules et sur l'esprit de collaboration. Pourquoi hésite-t-on à reconnaître ces vérités élémentaires quand il s'agit de réaliser le bien commun universel?

Le problème de l'heure ne peut se poser en simples termes de libre coopération. Ce dont il s'agit, c'est d'adapter l'ordre politique à l'exigence d'unité que comporte le développement de l'humanité, afin de relancer la marche en avant de l'homme et de stimuler sa responsabilité créatrice personnelle ou communautaire: ce qui est proprement la fin de l'ordre politique.

D'autre part, en quête d'une nécessaire unité politique, il nous faut simultanément découvrir pourquoi cette unité n'appelle pas un monisme, mais exige intrinsèquement un pluralisme réel.

AU MADAWASKA

Alexandre DUGRÉ, S. J.

AU CARREFOUR du Nouveau-Brunswick, du Québec et du Maine, le diocèse d'Edmundston se compose en majorité de Canadiens français venus, de Kamouraska et de Rimouski, rejoindre les Acadiens de la Dispersion, après 1785. On sait la navrante histoire du peuple martyr, chassé de Port-Royal et de Grand-Pré, puis revenu fonder Sainte-Anne-des-Pays-Bas (Frédéricton), et chassé de nouveau pour que les loyalistes américains s'installent sur de belles fermes toutes faites. Remontant alors la rivière Saint-Jean, ils en défrichèrent les deux rives, du Petit-Sault (Edmundston) au Grand-Sault.

Comme il y a un choix de Dieu sur certaines âmes privilégiées, il semble y avoir aussi un choix du démon, un acharnement sur Job, sur tout un peuple de Job, avec des moyens proprement épouvantables, destinés à jeter ses victimes au blasphème. Mais non. Ces errants, ces dépouillés, ces archipauvres et ces archi-courageux, ils acceptent la volonté de Dieu, ils vont agrandir son royaume. C'est mieux que les Hébreux au désert; c'est l'Église en marche, c'est le voyage de Bethléem, la fuite en Égypte, la résurrection après un crucifiement qui ne les a pas tous fait mourir, les Daïgle, Cyr, Martin, Mazerolle, Hébert, Thériault, Gaudin, Mercure, Thibodeau, Violette... Avec la religion comme unique force, ils sont les avant-gardes des bâtisseurs de foyers priants, des bâtisseurs d'églises pour la prière commune, les cantiques et la messe blanche, car ils n'ont pas souvent la vraie messe.

Après 1786, le curé de l'Île-Verte, déjà chargé de la Gaspésie, fait cent milles, non en taxi, mais en canot, à pied, dans

la misère du corps, pour venir à Saint-Basile soulager la misère des âmes. On patiente, on s'enracine, des deux côtés de la rivière. En 1803, Mgr Denaut vient confirmer 186 personnes sur 446, sur 239 communiantes de 12 à 75 ans; puis il envoie un Sulpicien, l'abbé Ciquart. Mais la paroisse de Saint-Basile existe depuis 1792, sept ans après l'arrivée des premiers colons, sœur cadette de Memramcook (1781) et de Caraquet (1784).

A la première grand-messe, les vieilles voix, silencieuses depuis quarante ans, chantèrent aux échos les *Kyrie*, *Gloria*, *Credo* de Grand-Pré, et les larmes s'ajoutèrent à l'adoration. Des curés remarquables, MM. Marcoux, Langevin, Dugal, et l'incomparable sœur Maillet de l'Hôtel-Dieu ont consolidé la patrie nouvelle. En 1908, le rassemblement national réunit à Saint-Basile des frères qui ne s'étaient pas connus depuis cinq générations. Après s'être salués, ils se taisaient pour ne pas pleurer. Des hommes!... Depuis cent soixante ans, l'Église du Madawaska a grandi, jusqu'à devenir un diocèse de 90.000 âmes. Comme disait Mgr Dugal, « la bonne Providence a fait des trente et une familles de 1792 autant de paroisses » — en attendant les autres et la cathédrale, deux collèges classiques et la moitié du diocèse de Portland (Maine).

En 1831, les États-Unis, comme les Moabites pour les Hébreux du désert, se demandèrent ce qu'étaient ces pauvres gens. Des inspecteurs passant de maison en maison, s'ils ne disaient pas comme Balaam: « Qu'ils sont beaux vos foyers, défricheurs! », reconnurent les qualités vaillantes: « C'est un